

Bordereau attestant l'exactitude des informations - COLMAR - 6851 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 10/01/2025 - 144 - 2004 B 00403 - 477 501 332 - A.C. DISTRIBUTION

A.C. DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au Capital de 1 000,- €
Siège social : 7 rue de l'Industrie – Zone industrielle – 68360 SOULTZ
RCS : COLMAR B 477 501 332 (2004 B 403)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 2 NOVEMBRE 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le deux novembre, à dix heures, la soussignée Martine CAUTILLO, agissant en qualité de Présidente de la société A.C DISTRIBUTION, Société par actions simplifiées unipersonnelle, au capital de 1 000 € ainsi qu'en qualité de veuve représentant l'associé unique Angelo CAUTILLO décédé le 7 mai 2024

En présence de Mesdames Julie et Mélissa CAUTILLO, et de Monsieur Jérémy CAUTILLO

1) Déclare être appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Décès de Monsieur Angelo CAUTILLO, associé unique et dévolution successorale,
- Autorisation de cessions d'actions et agrément d'un nouvel associé,
- Modification de la Présidence,
- Mise à jour corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

2) Dépose sur le bureau le texte du projet des résolutions.

- L'acte de dévolution successorale du 24.09.2024
- Le texte du projet des résolutions,

Exposé préalable

Monsieur Angelo CAUTILLO associé unique de la SAS AC DISTRIBUTION est décédé en date du 3 mai 2024. En vertu de l'acte de dévolution successorale établi par Me WINTZENRIETH notaire à HORBOURG WIHR en date du 24 septembre 2024, il résulte que son épouse Martine KLEIN est usufruitière de la totalité de la succession, et ses trois enfants, Mélissa Julie et Jérémy sont héritiers chacun pour un tiers de la nue-propriété de la succession.

Ceci exposé, Julie, Martine et Jérémy ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas conserver les actions héritées dans la société. Seule Mélissa souhaiterait les

J.C. J.C. A.C.
M.C.

conserver, et il serait de ce fait opportun de changer également la Présidence à son profit.

4) Adopte les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la volonté de :

Madame Julie CAUTILLO de céder les 333,33 actions lui étant dévolues en nue propriété

Madame Martine KLEIN veuve CAUTILLO de céder les 1 000 actions lui étant dévolues en usufruit

Monsieur Jérémy CAUTILLO de céder les 333,33 actions lui étant dévolues en nue propriété

à Madame Mélissa CAUTILLO demeurant 86 rue Albert Schweitzer 68360 SOULTZ née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER, célibataire qui accepte et agréé Madame Mélissa CAUTILLO en qualité de nouvelle actionnaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale nomme Madame Mélissa CAUTILLO en qualité de Présidente de la société en remplacement de Madame Martine CAUTILLO, Présidente démissionnaire.

Madame Mélissa CAUTILLO exercera ses fonctions de Présidente dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Madame Mélissa CAUTILLO, présente déclare accepter les fonctions de Présidente qui viennent de lui être confiées, et de n'être frappée par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Comme conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée générale décide de modifier les articles 8 et 36 des statuts qui seront désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de mille **EUROS (1 000 €)**.

Il est divisé en mille **(1 000) actions** de un **(1) euro** chacune, entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, et réparties suite au décès de Monsieur Angelo CAUTILLO associé unique, et cessions d'actions du 2 novembre 2024 à Madame Mélissa CAUTILLO.

LA soussigné déclare que toutes actions présentement créées ont été souscrites en totalité et libérées d'un montant supérieur au montant minimal prévu par l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867.

J.C. N.C.
J.C. M.C.

ARTICLE 36 - Nomination des dirigeants

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Madame Mélissa CAUTILLO

demeurant 86, rue Albert Schweitzer à SOULTZ (68360)

née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER

de nationalité Française

célibataire

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

De tout ce que dessus, il a dressé et signé le présent procès-verbal.

Madame Martine CAUTILLO



Madame Julie CAUTILLO



Madame Mélissa CAUTILLO*



Bon pour acceptation des
fonctions de Présidente

Monsieur Jérémy CAUTILLO



* Signature à précéder de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Présidente »

J.C

J.C. A.C
M.C

ACTE DE CESSION D'ACTIONS

Les soussignés :

- Madame Julie CAUTILLO
Demeurant 6 rue des Jardins – 68500 GUEBWILLER
née 22 mai 1983 à GUEBWILLER
de nationalité Française
divorcée

ci-après dénommé « LE CEDANT »,

d'une part,

- Madame Mélissa CAUTILLO

Demeurant 86 rue Albert Schweitzer– 68360 SOULTZ
née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER
de nationalité Française
célibataire

ci-après dénommé « LE CESSIONNAIRE »,

d'une part,

ONT PREALABLEMENT A LA CESSION D'ACTIONS, OBJET DES PRESENTES, EXPOSE CE QUI SUIIT :

Aux termes de statuts en date du 10.06.2004 à GUEBWILLER, enregistrés au SIE de GUEBWILLER, et de divers autres actes, il existe une société par actions simplifiée dénommée AC DISTRIBUTION, au capital de 1 000 €, divisé en 1 000 actions de 1 € chacune, dont le siège est situé Zone industrielle 7 rue de l'industrie – 68360 SOULTZ et qui a pour objet le négoce de matériel professionnel.

Ladite société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR identifiée à l'INSEE sous le numéro 477501332.

J.C.
M.C

CESSION D'ACTIONS

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties habituelles de fait et de droit, au cessionnaire qui accepte, l'usufruit de 333,33 actions de 1 € de nominal chacune, dont il est titulaire dans la société AC DISTRIBUTION.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des actions cédées ci-dessus à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux dites actions, soit en vertu des statuts de la société, soit en vertu de la loi.

Le cessionnaire aura notamment droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui pourrait être effectuée au titre du dernier exercice social, dont les comptes ne sont pas approuvés à ce jour.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée, moyennant le prix de 0,6 € par action, soit au total 200 € pour les 333,33 actions cédées, équivalent à une valeur de nue-propriété de 60% selon le barème légal en vigueur.

Ce prix est payé à l'instant même par le cessionnaire au cédant, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant ;
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la société dont les actions sont présentement cédées.

AGREMENT

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de Commerce et à l'article 17 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Jc.
M.C

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 2 novembre 2024 des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer Madame Mélissa CAUTILLO, Cessionnaire, en qualité de nouvelle associée.

DECLARATIONS GENERALES DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

1. Le cédant et le cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des actions cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les actions cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la société dont les actions sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les actions cédées appartiennent au cédant pour les avoir reçues par voie de succession du 24.09.2024.

OPPOSABILITE A LA SOCIETE

La présente cession sera rendue opposable à la société par mention du transfert sur le registre des associés.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige expressément.

J.C.
M.C.

DECLARATION POUR LES SERVICES FISCAUX

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'est pas à prépondérance immobilière ;
- et que la société dont sont les actions présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

CALCUL DES DROITS D'ENREGISTREMENT

Assiette des droits = 200 €
Montant des droits = 0,1 % = 0,2
Minimum de perception de 25 €

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MULHOUSE
Le 12/11/2024 Dossier 2024 00034782, référence 6804P61 2024 A 03128
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Fait à SOULTZ, le 02.11.2024
En six exemplaires originaux.

LE CEDANT (*)
Mme Julie CAUTILLO

LE CESSIONNAIRE (**)
Mme Mélissa CAUTILLO

"Bon pour cession de la nue
propriété de 333,33 actions."



Bon pour acceptation de la
nue propriété de 333,33
actions.

(*) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour cession de la nue-propriété de 333,33 actions »

(**) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de la nue-propriété de 333,33 actions »

J.C.
M.C.

ACTE DE CESSIION D' ACTIONS

Les soussignés :

- Madame Martine KLEIN veuve CAUTILLO
Demeurant 2b rue des Larrons – 68500 GUEBWILLER
née le 16 avril 1962 à GUEBWILLER
de nationalité Française
Veuve de Monsieur Angelo CAUTILLO.

ci-après dénommé « LE CEDANT »,

d'une part,

- Madame Mélissa CAUTILLO

Demeurant 86 rue Albert Schweitzer– 68360 SOULTZ
née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER
de nationalité Française
célibataire

ci-après dénommé « LE CESSIONNAIRE »,

d'une part,

ONT PREALABLEMENT A LA CESSIION D' ACTIONS, OBJET DES PRESENTES, EXPOSE CE QUI SUIT :

Aux termes de statuts en date du 10.06.2004 à GUEBWILLER, enregistrés au SIE de GUEBWILLER, et de divers autres actes, il existe une société par actions simplifiée dénommée AC DISTRIBUTION, au capital de 1 000 €, divisé en 1 000 actions de 1 € chacune, dont le siège est situé Zone industrielle 7 rue de l'industrie – 68360 SOULTZ et qui a pour objet le négoce de matériel professionnel.

Ladite société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR identifiée à l'INSEE sous le numéro 477501332.

CESSION D'ACTIONS

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties habituelles de fait et de droit, au cessionnaire qui accepte, l'usufruit de 1 000 actions de 1 € de nominal chacune, dont il est titulaire dans la société AC DISTRIBUTION.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des actions cédées ci-dessus à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux dites actions, soit en vertu des statuts de la société, soit en vertu de la loi.

Le cessionnaire aura notamment droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui pourrait être effectuée au titre du dernier exercice social, dont les comptes ne sont pas approuvés à ce jour.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée, moyennant le prix de 0,4 € par action, soit au total 400 € pour les 1 000 actions cédées, équivalent à une valeur d'usufruit de 40% selon le barème légal en vigueur.

Ce prix est payé à l'instant même par le cessionnaire au cédant, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant ;
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la société dont les actions sont présentement cédées.

AGREMENT

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de Commerce et à l'article 17 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

M.C

AC

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 2 novembre 2024 des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer Madame Mélissa CAUTILLO, Cessionnaire, en qualité de nouvelle associée.

DECLARATIONS GENERALES DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

1. Le cédant et le cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des actions cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les actions cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la société dont les actions sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les actions cédées appartiennent au cédant pour les avoir reçues par voie de succession du 24.09.2024.

OPPOSABILITE A LA SOCIETE

La présente cession sera rendue opposable à la société par mention du transfert sur le registre des associés.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige expressément.

M.C. NC

DECLARATION POUR LES SERVICES FISCAUX

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'est pas à prépondérance immobilière ;
- et que la société dont sont les actions présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

CALCUL DES DROITS D'ENREGISTREMENT

Assiette des droits = 400 €

Montant des droits = 0,1 % = 0,4

Minimum de perception de 25 €

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MULTIPLIQUÉ
Le 12/11/2024 Dossier 2024 00034781, référence 6804P61 2024 A 03127
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Fait à SOULTZ, le 02.11.2024
En six exemplaires originaux.

LE CEDANT (*)
Mme Martine CAUTILLO

LE CESSIONNAIRE (**)
Mme Mélissa CAUTILLO



Bon pour cession de l'usufruit
de 1000 actions



Bon pour acceptation de
l'usufruit de 1000 actions

(*) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour cession de l'usufruit de 1000 actions »

(**) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de l'usufruit de 1 000 actions »

AC
MC

ACTE DE CESSIION D' ACTIONS

Les soussignés :

- Monsieur Jérémy CAUTILLO
Demeurant 14 rue de l' Hôtel de ville – 68500 GUEBWILLER
né 25 novembre 1987 à GUEBWILLER
de nationalité Française
célibataire

ci-après dénommé « LE CEDANT »,

d'une part,

- Madame Mélissa CAUTILLO

Demeurant 86 rue Albert Schweitzer– 68360 SOULTZ
née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER
de nationalité Française
célibataire

ci-après dénommé « LE CESSIONNAIRE »,

d'une part,

ONT PREALABLEMENT A LA CESSIION D' ACTIONS, OBJET DES PRESENTES, EXPOSE CE QUI SUIIT :

Aux termes de statuts en date du 10.06.2004 à GUEBWILLER, enregistrés au SIE de GUEBWILLER, et de divers autres actes, il existe une société par actions simplifiée dénommée AC DISTRIBUTION, au capital de 1 000 €, divisé en 1 000 actions de 1 € chacune, dont le siège est situé Zone industrielle 7 rue de l'industrie – 68360 SOULTZ et qui a pour objet le négoce de matériel professionnel.

Ladite société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR identifiée à l'INSEE sous le numéro 477501332.

S.C

M.C

CESSION D'ACTIONS

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties habituelles de fait et de droit, au cessionnaire qui accepte, l'usufruit de 333,33 actions de 1 € de nominal chacune, dont il est titulaire dans la société AC DISTRIBUTION.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des actions cédées ci-dessus à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux dites actions, soit en vertu des statuts de la société, soit en vertu de la loi.

Le cessionnaire aura notamment droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui pourrait être effectuée au titre du dernier exercice social, dont les comptes ne sont pas approuvés à ce jour.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée, moyennant le prix de 0,6 € par action, soit au total 200 € pour les 333,33 actions cédées, équivalent à une valeur de nue-propriété de 60% selon le barème légal en vigueur.

Ce prix est payé à l'instant même par le cessionnaire au cédant, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant ;
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant la société dont les actions sont présentement cédées.

AGREMENT

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de Commerce et à l'article 17 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

J.C

M.C

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 2 novembre 2024 des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer Madame Mélissa CAUTILLO, Cessionnaire, en qualité de nouvelle associée.

DECLARATIONS GENERALES DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

1. Le cédant et le cessionnaire déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;

- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le cédant déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des actions cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les actions cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

- et que la société dont les actions sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les actions cédées appartiennent au cédant pour les avoir reçues par voie de succession du 24.09.2024.

OPPOSABILITE A LA SOCIETE

La présente cession sera rendue opposable à la société par mention du transfert sur le registre des associés.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige expressément.

36

M.C

DECLARATION POUR LES SERVICES FISCAUX

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts et qu'elle n'est pas à prépondérance immobilière ;
- et que la société dont sont les actions présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

CALCUL DES DROITS D'ENREGISTREMENT

Assiette des droits = 200 €
Montant des droits = 0,1 % = 0,2
Minimum de perception de 25 €

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MULHOUSE
Le 12/11/2024 Dossier 2024 00034783, référence 6804P61 2024 A 03129
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Fait à SOULTZ, le 02.11.2024
En six exemplaires originaux.

LE CEDANT (*)

~~Mme Julie CAUTILLO~~

M. Jérémy CAUTILLO
Bon pour cession de la
nue-propriété de 333,33 actions

LE CESSIONNAIRE (**)

M. Jérémy CAUTILLO

[Signature]
Bon pour acceptation de
la nue-propriété de 333,33
actions

(*) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour cession de la nue-propriété de 333,33 actions »

(**) signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de la nue-propriété de 333,33 actions »

J.C *M.C*

A.C. DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée

Capital de 1 000 euros

**Siège social : 7 rue de l'Industrie – Zone Industrielle – 68360 SOULTZ
RCS COLMAR TJ 477 501 332**

**STATUTS MIS A JOUR AU
2 NOVEMBRE 2024**

Copie certifiée conforme,

La Présidente



Pour satisfaire aux dispositions de l'article R 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

LA SOUSSIGNEE

Madame Mélissa CAUTILLO

demeurant 86, rue Albert Schweitzer à SOULTZ (68360)

née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER

de nationalité Française

célibataire

laquelle a établi, ainsi qu'il suit, un acte modificatif aux statuts de la SARL constituée par acte du 10 juin 2004 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR, sous le n° TJ 477 501 332.

TITRE 1 - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Le négoce matériel professionnel,
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
 - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : A.C. DISTRIBUTION

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé lieudit 7, rue de l'Industrie – Zone Industrielle – 68360 SOULTZ

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article « **Règles d'adoption des décisions collectives** » des statuts.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 à compter de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit le 2 juillet 2004, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article "**Règles d'adoption des décisions collectives**" des statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion des associés statuant dans les conditions définies à l'article "**Règles d'adoption des décisions collectives**" à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} février de chaque année et se termine le 28 février de l'année.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – Apports

Lors de la constitution de la société il a été apporté une somme en numéraire de 1 000 €

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de mille **EUROS** (1 000 €).

Il est divisé en mille **(1 000) actions** de un (1) **euro** chacune, entièrement

souscrites et libérées et de même catégorie, et réparties suite au décès de Monsieur Angelo CAUTILLO associé unique, et cessions d'actions du 2 novembre 2024 à Madame Mélissa CAUTILLO.

LA soussigné déclare que toutes actions présentement créées ont été souscrites en totalité et libérées d'un montant supérieur au montant minimal prévu par l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867.

ARTICLE 9 - Comptes Courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président. Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission. Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission. Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE 3 - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés pour les décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des associés.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société,

avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13- Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet. Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE 4 - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 – Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 - Agrément

1. Toute transmission ou nantissement au profit de tiers, y compris ascendants et descendants ou entre associés intervenant entre vifs ou par voie de succession, d'actions de la société ou de titres pouvant donner droit, immédiatement ou à court terme, à des actions de la société ainsi que de démembrement de ces actions ou de ces titres, sous quelque forme que ce soit (cession, apport, fusion, scission, augmentation de capital), seront soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité de plus de la moitié des voix des associés disposant du droit de vote, l'associé cédant prenant part au vote, sauf en cas de décès.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société, indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé refusé.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 90 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de 3 mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs actionnaires ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de trois mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder dans les conditions prévues aux présents statuts ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, les actionnaires nomment le cabinet HANS et associés COLMAR, afin de déterminer le prix.

ARTICLE 18 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ; sauf celles déjà exercées à la signature des présents statuts, ou, celles autorisées par la collectivité des actionnaires.
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- comportement déloyal ou préjudiciable à la Société ou à ses associés ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'associé menacé d'exclusion en est informé par le Président ou par l'associé le plus diligent si c'est l'associé Président qui est susceptible d'être exclu, par lettre recommandée A/R, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

L'associé menacé d'exclusion peut présenter sa défense par lui-même ou par mandataire pendant une période de trente jours suivant la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

La réunion des associés appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de quarante cinq jours après la notification des griefs, la convocation des associés à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues ci-dessous. L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité de la moitié des voix des associés disposant du droit de vote; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les quatre vingt dix jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 19 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Agrément des cessions", "Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 20 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE 5 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 21 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le Président est désigné par décision collective à la majorité de plus de la moitié des voix des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision collective des associés qui le nomme. La collectivité des associés peut également décider que le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50% du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour déficience mentale ou physique, il sera pourvu à son remplacement par décision collective des associés qui sera prise à l'unanimité des associés hors les voix du Président en cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour déficience mentale ou physique.

Tout associé pourra saisir la juridiction sous forme de requête, dans les cas cités à l'alinéa précédent, afin de faire nommer un administrateur provisoire en charge de gérer la société jusqu'à nomination d'un nouveau Président et de convoquer une assemblée avec pour ordre du jour la nomination d'un nouveau Président.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective statuant à plus de la moitié des voix des associés, le Président lorsqu'il est associé participe au vote sur sa rémunération.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Situation de blocage de la société - Révocation judiciaire du Président.

Dans l'hypothèse où la majorité nécessaire pour révoquer le Président n'est pas atteinte pour quelques raisons que ce soit. Il est prévu la procédure suivante :

Le Président est révocable pour faute grave entraînant un péril imminent pour la société, par décision du tribunal statuant en référé à la demande de tout associé.

La décision judiciaire portant révocation du Président, devra également nommer un Administrateur Provisoire en charge de gérer la société jusqu'à nomination d'un nouveau Président et de convoquer une assemblée des associés avec pour ordre du jour de nommer un nouveau Président.

La révocation judiciaire du Président entraînera son exclusion en qualité d'associé (cf article exclusion d'un associé)

ARTICLE 22 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut nommer un ou plusieurs directeur généraux dont il détermine les pouvoirs .

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président..

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue par la loi.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général est réputé disposer des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait

connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

TITRE 6 - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 23 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente annuellement aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce (interdiction d'emprunter auprès de la société ou de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement) s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 24 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article « **Règles d'adoption des décisions collectives** » des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE 7 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 25 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;

Et ce, dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

- nomination des Commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination révocation du Président, ainsi que sa rémunération

Et ce, dans les conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président

ARTICLE 26 - Règles de majorité

Décisions ordinaires

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives ordinaires des associés sont adoptées à la **majorité de plus de la moitié des voix des associés** disposant du droit de vote, qu'il s'agisse d'une assemblée générale ou d'une décision constatée dans un acte quelconque.

Sous la même réserve, **le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.**

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Décisions extraordinaires

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives extraordinaires limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées au 2/3 des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales et statutaires de l'article 26 ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce).

- clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, agrément préalable de la société pour toutes cessions d'actions, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé

ARTICLE 27 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

Les décisions sont prises en assemblée ou prises hors assemblée et simplement constatées dans un écrit quelconque tel un procès-verbal des décisions collectives. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire qui ne pourra être qu'un associé, son conjoint ou son partenaire avec lequel il est lié par un Pacte Civil de Solidarité, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant demeureront valides et inchangés.

ARTICLE 28 – Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 25% du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite, y compris électronique avec accusé de réception, quinze jours au moins avant la date de la

réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par le Directeur Général ou un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Les pouvoirs devront être donnés par tous moyens écrits.

Les règles relatives à la représentation ou au vote à distance des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration ou tout formulaire de vote à distance ou document unique de vote, sont les suivantes :

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 29 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés sauf si ces informations sont mentionnées sur la feuille de présence, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement des associés exprimé dans un acte, il faut mais il suffit que cet acte mentionne les décisions prises par les associés qui statuent là également, à condition d'être tous signataires, à la majorité prévue à l'article « Règles de majorité ». Il est signé par tous les associés et retranscrit

sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 30 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent une fois par an et sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 31 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE 8 - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 32 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit et arrête les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion de comité de Direction et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 33 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la

quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes. La mise en paiement pourra ne pas être proportionnelle à la quote part du capital qu'elle représente.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

TITRE 9 - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 34 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi par décision collective des associés prononçant la dissolution anticipée.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 35 – Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE 10 - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS
POUR LA SOCIETE EN FORMATION

ARTICLE 36 - Nomination des dirigeants

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Madame Mélissa CAUTILLO

demeurant 86, rue Albert Schweitzer à SOULTZ (68360)

née le 26 mai 1989 à GUEBWILLER

de nationalité Française

célibataire

ARTICLE 37 - Formalités de publicité – Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en trois exemplaires

A SOULTZ

Le 02/11/2024